



# ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3061

Texte de la question

## SITUATION DE LA GRÈCE

**M. le président.** La parole est à M. Charles de Courson, pour le groupe de l'Union des démocrates et indépendants.

**M. Charles de Courson.** Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, puisque M. le ministre de l'économie n'a pas répondu à la question de notre collègue du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

**M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.** Et pour cause : c'est le ministre des finances qui répond !

**M. Charles de Courson.** Monsieur le Premier ministre, hier, à l'aube, le Parlement grec a voté, à la demande de son gouvernement, en faveur de l'organisation d'un référendum dimanche prochain sur l'acceptation ou le refus d'un avant-projet d'accord entre la Grèce et ses partenaires.

Dans l'hypothèse, qui ne peut être écartée puisque le gouvernement grec lui-même appelle à voter « non », où le peuple grec voterait dimanche en faveur du « non », quelles conséquences entendrait en tirer le gouvernement français ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

**M. le président.** La parole est à M. le ministre des finances et des comptes publics.

**M. Michel Sapin, ministre des finances et des comptes publics.** Merci, monsieur le député, pour la brièveté de votre question, à laquelle je vais répondre un tout petit peu plus longuement, les réponses n'étant pas aussi simples que les questions dans ce domaine.

Tout d'abord, monsieur de Courson, une question est posée au peuple grec. Elle est posée à partir d'un document qui n'est pas le produit d'un accord, mais qui est en cours de négociation. C'est le choix qu'a fait le gouvernement grec et j'ai décrit, en répondant à une question sur la situation de la Grèce, quelle était la situation de la négociation et quelles étaient les propositions, en particulier celles de la France qui défend un accord global afin qu'il soit durable.

Ensuite, monsieur de Courson : nous sommes aujourd'hui mardi. Nous avons encore devant nous quelques heures pendant lesquelles, à l'initiative de la France, à l'initiative de la Commission et en particulier de M. Juncker, des propositions peuvent être faites. Il reste encore quelques heures pendant lesquelles, dans le dialogue avec le gouvernement grec, nous pouvons essayer de trouver une solution qui soit bonne pour la Grèce et bonne pour l'Europe. C'est d'abord et avant tout à cela que je me consacre aujourd'hui, et non pas à

faire des hypothèses sur tel ou tel résultat du référendum. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

**M. François Sauvadet.** Ce n'est pas sérieux !

**M. le président.** Écoutez la réponse !

**M. Michel Sapin, ministre.** Enfin, monsieur de Courson : je veux dire clairement ici que les conséquences du « oui » ne sont pas les mêmes que les conséquences du « non ». (*« Ah ! Bravo ! » et applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains et du groupe de l'Union des démocrates et indépendants.*)

La conséquence du « oui », c'est que le dialogue et la négociation continuent. Je cherche ici à éclairer le débat – la France et le Président de la République le font depuis longtemps –, et non pas à faire campagne dans un sens ou dans l'autre.

La conséquence du « non », c'est que nous glissons dans une voie inconnue : celle du risque de la sortie de l'euro. Nous n'en voulons pas pour la Grèce ! Nous voulons la Grèce dans l'euro, nous voulons une Europe forte, nous voulons une Europe solidaire avec la Grèce, et c'est cela que nous privilégions, y compris dans les instants qui suivent. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen. – Huées sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Charles de Courson](#)

**Circonscription :** Marne (5<sup>e</sup> circonscription) - Union des démocrates et indépendants

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3061

**Rubrique :** Politique extérieure

**Ministère interrogé :** Finances et comptes publics

**Ministère attributaire :** Finances et comptes publics

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [1er juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juillet 2015](#)